

NOBLE HOUSE AG

The Swiss Companies



Doing Business in Switzerland

**The Swiss Corporation
Status November 2008
French Version**

Professional Swiss Business Partner since 1947

Telefon 0041 (0) 41 – 760 79 10 • Telefax 0041 (0) 41 – 760 79 11

CH – 6302 Zug • Baarerstrasse 137 • Switzerland

E-Mail: Info@Noble-House-AG.ch

www.noble-house-ag.ch

N O B L E H O U S E A G

Professionalisme pour votre entreprise et fortune

Utilisez notre professionnalisme et discrétion:

Développement de la fortune

Organisation de fortune

Structuration de fortune

Administration de fortune

Sécurité de fortune

Concepts d'entreprise

Organisation d'entreprise

Consultation en gestion d'entreprise

Gestion d'entreprise

Sécurité d'entreprise

Stock de sociétés anonymes

Stock de sociétés avec responsabilité limitée

Concepts d'approvisionnement individuels

Investissement individuel / Stratégies d'investissement

Gestion d'investissement entière

Étude de notaire!

Cabinet juridique!

Bureau professionnel huit linguaux!

Conseillers fiscaux!

Experts-comptables!

Plus de 1'200 mandats nous donnent la confiance et le droit!

Table des matières

Chapitre 1:	Formes de société	
	La société anonyme	Page 7 - 9
	- Le capital-actions	
	- Les organes de la société	
	- L'entreprise	
	- Siège d'entreprise	
	Stock sociétés anonymes	Page 9
	Holding	Page 9
	Société d'administration	Page 10
	Branche	Page 10
	Société avec responsabilité limitée (S.A.R.L.)	Page 10
	Procédé de fondation	
	Conditions, Frais de fondation, Temps nécessaire	Page 11 - 13
	Administration	
	Gérance, Comptabilités, Frais d'exploitation	Page 13
	Impôts	
	Taxation de la société	Page 14
	Principes de la taxation	Page 14
	Impôt cantonal et impôt fédéral	Page 14 - 15
	Impôt sur profit et capital	Page 15
	Société de domicile	Page 15
	Société mélangée	Page 15
	Impôt comptabilité, Taxe sur la valeur ajoutée	Page 15 - 16
	Accord sur la double taxation (ADT)	Page 16
	Secret bancaire de client	Page 17 - 18
	FAQ's	Page 19 - 20
Chapitre 2:	D'autres conditions générales	
	Autorisation de séjour et de travail	Page 23 - 24
	Acquisition des biens immobiliers	Page 24
	Droit de travail / Contrat de travail	Page 24 - 26
	Loi de propriété immatériel	Page 26
	Assurance de la qualité	Page 26
	Protection juridique	Page 26
	Informations sur le Canton Zoug	Page 26 - 28
Chapitre 3:	Suppléments	
Annexe:	Calcul fiscal d'une Holding	
	Comparaison fiscale internationale	

Que rend la Suisse attrayante?

Épargnent des impôts comme d'autres proéminents ?

Le professeur Kirchhoff, connu comme un expert de droit fiscal, a présenté avant quelque temps son projet radical à la transformation du système fiscal allemand aux politiciens. Quelques hommes ne veulent plus attendre sur cela. Boris Becker et le roi laitier Müller sont deux exemples pour l'émigration en Suisse pour des raisons fiscales. Qu'est-ce qui se cache derrière? Un paradis fiscale seulement pour les riches ou un système fiscal supérieur, dont nous pouvoir apprendre beaucoup ?

La petite Suisse est un aimant pour des millionnaires, blanchisseurs d'argent et fraudeurs du fisc – se sont les clichés habituelles. Ils sont toujours étendus par des immigrés proéminents qui ont apporter quelque chose : une haute fortune personnelle. Ces sont par exemple les champions du sport, des héritiers riches et des viveurs ainsi des entrepreneurs légendaires – beaucoup ont convenu d'un forfait avec les autorités financières suisses.

Taux d'imposition de Michael Schumacher : 2,5 pour cent

Exemple Michael Schumacher: Conformément à des informations des médias suisses, le formule 1 pilote seulement doit payer de 2,5 millions de francs par an – en Allemagne il devrait payer cela à treize.

Beaucoup des Cantons n'ont pas d'impôt d'héritage

De plus en plus des entrepreneurs étrangers veulent déplacer leur fortune d'exploitation en Suisse, par exemple à cause de l'impôt d'héritage. Cet impôt n'est pas perçu dans la plupart des Cantons, si certaines règles sont considérées.

Pourquoi investir en Suisse?

Une série entière de bonnes raisons, pour réaliser des investissements en Suisse.

- Taxation modérée pour des entreprises (en particulier le Holding)
- Soulagement fiscal pour des nouvelles entreprises
- Stabilité politique et monétaire
- Un système bancaire avec une image élevée et compétence avec une structure mondiale
- Position géographique excellente (la Suisse = la jonction en Europe)
- Consultation compétente, niveau de formation très élevé des travailleurs
- Infrastructure exemplaire
- Communications de première classe
- Niveau d'éducation excellent
- Travailleurs bien formé et mobiles
- Paix de travail et de social
- Sécurité optimale pour des hommes et des produits
- Les meilleures voies de communication (sur le rail, route et dans l'air)
- Possibilités de loisirs innombrables ainsi que paysages fascinants et intacts

Des autorités financières suisses restent réservées

Si la hauteur fiscale, type d'impôt ou bureaucratie fiscale – des conseillers expérimentés entendent des entrepreneurs âgés de plus en plus fréquemment un motif pour l'évasion d'emplacement de l'étranger : Sécurité de planification au lieu d'un chaos. Le professeur Brunn-Hagen Hennecke, un expert pour des entreprises familiales, dit que la Suisse offre tout ce qui a rendu plus tôt les étrangers forts. Et la situation fiscale devient de plus en plus attirante. Entre temps, l'État donne même une garantie fiscale de 10 ans. La gestion d'une entreprise en Suisse donc présentée beaucoup d'avantages. Des entreprises suisses sont reconnues taux d'imposition très faibles, normalement environ 9 % sur leur revenu. En particulier pour les Holdings et les firmes commerciales qui ont leurs activités commerciales en dehors de la Suisse et qui sont établies dans certains Cantons. En comparaison de l'Allemagne avec environ 50 %, le taux d'imposition le plus élevé de la Suisse s'élève à 16,3 %.

Concurrence fiscale communale en Suisse:

La concurrence fiscale est un principe suisse. Cela aussi en vigueur entre Cantons et municipalités. Celui qui est marié et habite en Kreuzlingen, travaille à son compte et paye l'impôt sur 150'000 francs par an, il paye environ 28'000 francs à l'impôt sur le revenu. Deux kilomètres éliminent, à Bottighofen voisin, il paye environ 6'000 francs moins.

Entre temps, des agences d'émigration servent un nombre croissant des travailleurs indépendants ainsi qu'aussi de façon employés dépendants. Car depuis juillet de l'année dernière il est beaucoup plus facile pour les citoyens de l'UE de s'établir en Suisse, s'ils ne sont pas chargés à l'État et ont une assurance-maladie suffisante.

Des salaires net plus élevés grâce à des déductions plus faibles:

Des employeurs suisses peuvent séduire qualifiés étrangers avec des salaires plus élevés parce qu'ils coûtent moins brut pour leurs employés. Plus net dans le sac – L'Allemand Hartmut Issel fait partie des si recherchés. Avec une bonne formation, il a osé le saut dans le UBS banque à Zurich. Les coûts de la vie pour logement, marchandises ou services du besoin quotidien donnent bien du mal à lui. Mais il doit peser, ce qui compte plus fortement sous la ligne et là le résultat pour lui est clair. Au total, les avantages fiscaux prédominent. S'il prend du gas-oil, il peut se réjouir de stabilité suisse. Depuis 1997, en Allemagne, l'impôt pour l'huile minérale et écologique a augmenté pour atteindre 48,4 %. En revanche, les impôts sur le combustible restent inchangés en Suisse.

Les impôts sont abaissés plus encore:

La Suisse se distingue en plus par quelque chose d'inhabituel. De retourner quelque chose au contribuable, c'est un droit budgétaire contraignant de la confédération. Le résultat: Au lieu d'investir des excédents communaux dans les constructions ou piscines superflues, en Suisse les taux d'imposition sont même abaissés parfois. Des observateurs indiquent en particulier à Zoug, la nouvelle patrie de Boris Becker. Là, l'impôt de revenu a été abaissé encore une fois de 6 % à indescriptibles 5 % au cours de l'année dernière.

ZEW-Étude: Des entreprises étrangères sont chargées doublement

Des entreprises étrangères ne sont pas seulement soumises à un poids de la fiscalité élevé dans la comparaison internationale mais aussi un désavantage dans la concurrence de travailleurs qualifiés plus haut. En Allemagne un employeur doit dépenser presque 200'000 Euros par an que un travailleur qualifié plus haut dispose d'un revenu de 100'000 Euros après des impôts et des taxes. En revanche aux USA, l'employeur doit dépenser tout juste 153'000 Euros, afin que le travailleur reçoive le même revenu après des impôts et des taxes. Un employeur a les plus faibles dépenses dans le Cantons Suisse à Zoug et Schwyz avec même pas de 130'000 Euros. Cela est, à côté de la charge élevée d'impôt des sociétés, un désavantage d'emplacement supplémentaire pour des entreprises étrangères en comparaison internationale de travailleurs qualifiés plus haut. Une étude du centre pour ordre économique européen (ZEW) à Mannheim arrive à ce résultat par ordre de la IBC (International Benchmark Club) BAK (Bâle Economics).

À côté du poids de la fiscalité en Allemagne et onze Cantons Suisses l'étude considère aussi les USA (emplacement Massachusetts), la Grande-Bretagne, l'Irlande, la France, l'Italie, les Pays-Bas et l'Autriche. Les indicateurs de poids de la fiscalité utilisés ici contiennent tous les types d'impôts, ceux des travailleurs avec leurs revenus et les sociétés capitaux avec leurs profits sont soumis. Responsable pour de charge effective des travailleurs qualifiés haut sont surtout les tarifs d'impôt de revenu et l'assurance vieillesse juridique. Lors de la charge d'impôt des sociétés, les taux d'imposition tarifaires de l'impôt sur le revenu, en particulier l'impôt substance en France, ont une influence pertinente sur le poids de la fiscalité moyen effectif.

On constate dans le secteur international et interrégional que le poids de la fiscalité effectif pour des travailleurs qualifiés haut est le plus faible en Suisse et en les USA. La Grande-Bretagne, l'Irlande, les Pays-Bas et l'Autriche suivent. Comparativement l'Allemagne, l'Italie et la France ont la charge plus élevée. Les charges fiscales effectives mesurées varient très fortement si on subordonne des revenus d'une hauteur différente. La hiérarchie des emplacements analysés par ZEW change toutefois à peine. Puisque les travailleurs qualifiés haut sont mobiles au niveau international, des entreprises concurrencent autour d'eux dans le monde. Par conséquent, on subordonne dans l'étude, que ces travailleurs exigent des salaires bruts plus élevés de leurs employeurs dans les pays avec un poids de la fiscalité élevé pour compenser les déductions élevées. Pour autant que cela leur réussisse, cela rend plus cher la main-d'oeuvre des travailleurs pour les entreprises. Puisque l'Allemagne compte parmi les pays avec le poids de la fiscalité plus élevé, cela est un désavantage concurrentiel clair, parce que les entreprises en la Grande-Bretagne, les USA ou la Suisse peuvent payer au qualifiés haut, avec une même teneur brute, un traitement net largement plus élevé.

Une considération de la charge d'impôt des sociétés confirme également cette image: Des emplacements, qui montrent déjà un avantage concurrentiel fiscal lors de la taxation d'entreprise, améliorent encore leur position initiale dans la concurrence pour des établissements d'entreprise dans beaucoup de cas plus loin, si les impôts pour les travailleurs qualifiés haut sont pris en considération en plus. Les USA sont une exception remarquable. Là, des entreprises sont taxées haut, mais travailleurs qualifiés haut seulement modérément. L'image inverse ressort pour l'Irlande. Les irlandais séduisent les sociétés de capitaux avec un taux d'impôt sur les bénéfices de seulement 12,5 pour cent. Lors de la charge des travailleurs qualifiés haut, ils ne doivent être trouvés dans la zone centrale des emplacements examinés.

Pour la détermination du poids de la fiscalité des travailleurs qualifiés haut, un nouveau modèle de calcul a été développé par la ZEW. Les charges d'impôt des sociétés ont été déterminées au moyen de la méthode internationale de Devereux et Griffith. La construction de l'étude ne permet pas de comparaison directe si la main-d'œuvre placée est chargée fiscalement plus haut ou plus faiblement comme le capital placée. De cette façon, l'attraction des différents emplacements pour une entreprise peut être estimée toutefois. L'IBC BAK s'est fixé pour objectif de soutenir les décideurs en politique et économie avec des analyses économiques aux points forts et aux faiblesses des régions respectives. La présente étude apporte pour cela une contribution.

Le niveau et la structure des salaires indiquent à nouveau la productivité élevée à la Suisse. Sur la base des charges salariales relativement faibles, le degré de motivation élevé des employés et l'horaire de travail plus élevé général que dans d'autres pays, les frais de main-d'œuvre à l'emplacement économique Suisse sont encore attractifs.

Les travailleurs prennent largement le système de sécurité sociale suisse avec leurs contributions. De cette manière les frais de sécurité sociale pour l'employeur restent modérés. L'horaire de travail annuel en Suisse est plus élevé que dans les autres pays européens et la perte des heures à cause des grèves et des jours de fête légale est comparativement faible. Le droit du travail de la Suisse est libéral et ne contient pas peu de règlements ainsi que de monopole de syndicat.

Des travailleurs bien formés sont une condition pour chaque entreprise réussie. Le système d'éducation en Suisse compte parmi les meilleurs du monde. Le système apporte travailleurs qualifiés haut à tous les niveaux. Grâce au système d'éducation excellent et à la société multiculturelle, une partie essentielle de la population parle plusieurs langues couramment.

La productivité totale de l'économie nationale Suisse est le cinquième le plus haut dans le monde. Les travailleurs sont motivés et grèves sont inconnus pratiquement.

Bien que le niveau des salaires apparaisse élevé, les frais de main-d'œuvre totaux sont clairement plus profonds que dans des emplacements économiques concurrents.

Avantages d'emplacement en Suisse

L'emplacement économique Suisse offre un environnement commercial idéal à votre entreprise: législation libérale et amicale pour des entreprises, stabilité politique et financière, infrastructure de première classe, représentants serviables et compétents du gouvernement ainsi que des travailleurs bien formés et motivés haut.

La Suisse est un emplacement technologique et pharmaceutique éminent dans le monde. De nombreuses entreprises nationales ainsi qu'entreprises connues étrangères dirigeantes ont élu la Suisse comme emplacement pour activités de recherche, de développement et de production. Conformément à une liste de grade de Financial Times étayé sur les données de l'OCDE, la Suisse est entier le mieux préparée dans le monde pour développer plus loin leur industrie high-tech.

La qualité élevée du système d'éducation Suisse est considérée comme une base pour la compétence et le savoir-faire élevé des travailleurs. Ce crée une incitation forte pour des cadres étrangers à déménager avec ses familles en Suisse. La qualité des programmes de recherche est très élevée également.

La Suisse est aussi un emplacement excellent pour quartier général et les centres de conduite pour des entreprises actives au niveau international. Des entreprises multinationales réussies du monde entier sont déménagées en Suisse au cours des années dernières avec la constatation que cela est l'emplacement idéal pour la couverture du marché européen total. À cet égard, les accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE sont un facteur essentiel pour la poursuite de l'approfondissement de ses relations d'investissement et commercial. Le système bancaire international, la bourse SWX et le multilinguisme des travailleurs et des universitaires contribuent toute au pouvoir l'environnement international en Suisse.

En ce qui concerne la productivité de ses travailleurs, la Suisse est sur le cinquième grade de toutes les économies nationales dans le monde entier. Le marché de l'emploi est marqué par un droit du travail libéral, faible densité de règlement et stabilité sociale extraordinairement. La sécurité sociale des employés est financée en commun par des travailleurs et des employeurs. Des études de comparaison internationales prouvent que les travailleurs en Suisse sont motivés haut. Dans les petites et moyennes entreprises, prédominant en Suisse, l'identification avec l'entreprise est empreinte beaucoup. Les travailleurs soutiennent les objectifs de leur entreprise. En conséquence la productivité est élevée.

Position géographiquement stratégique

La Suisse se situe au milieu dans le grand secteur de technologie entre l'Allemagne du sud, l'Italie du nord et la région française autour Lyon et en outre là, où des axes économiques importants entre le nord et le sud, l'ouest et l'est de l'Europe se croisent toujours. Cette situation géographique présente des avantages cruciaux de temps et de communication pour une activité commerciale mondiale.

L'environnement économique

Le système économique libéral de la Suisse simplifie des décisions d'emplacement. Des institutions reconnues au niveau international classer régulièrement le pays sur des positions élevées concernant la sécurité juridique, stabilité a long terme, protection garantie de la libre concurrence et de la propriété ainsi que bureaucratie minimale. Ces critères fondamentaux placer la Suisse comme emplacement d'entreprise privilégié à l'échelle européenne.

La Suisse, un marché prospère et stable

Des garants pour la prospérité et la stabilité de l'économie Suisse sont une stabilité de pouvoir d'achat grâce à des taux d'inflation régulièrement faibles, frais d'investissement profondément à long terme, un bon climat d'investissement, finances publiques saines et pratiquement pas de grèves.

L'économie Suisse doit son niveau de développement élevé dans la mesure forte de l'interdépendance étroite avec des économies nationales étrangères. La Suisse fait partie des pays, avec la part plus élevée du commerce extérieur dans le produit nationale brut. Le secteur industriel technologiquement debout haut est marqué par des petites et moyennes entreprises spécialisées et flexibles haut.

Avec un produit nationale brut par personne de population, qui est la deuxième plus haut mondial, la Suisse prend une position proéminente dans l'économie mondiale.

Formes de société

Formes d'activités commerciales en Suisse

Une société Suisse ou des bureaux d'usines sont soumise au devoir fiscal sur le profit et le capital. L'entreprise est taxée à son siège ou à la place de son appartenance économique. Des sociétés anonymes et des sociétés avec une responsabilité limitée sont soumises au devoir fiscal en tant que personnes juridiques. Le droit fiscal différencie les sociétés de capitaux après leur but. Il dépend du fait de savoir s'ils sont taxés aux tarifs originaire ou sont favorisée fiscalement.

La société anonyme et la S.A.R.L.

Pour le commencement d'une activité économique, deux formes de société sont au premier plan : La société anonyme (S.A.) et la société avec une responsabilité limitée (S.A.R.L.). Les deux formes de société montrent les avantages suivants :

- Capital de responsabilité et capital-risque limités
- Transmissibilité facilitée des parts de société
- Droits de suppléance réglés
- Structures juridiques comparables avec des formes juridiques étrangères, par exemple la S.A.R.L. allemande.

À côté de la fondation d'une S.A. ou d'une S.A.R.L., on peut être enregistrée une succursale d'une société étrangère dans le registre de commerce ou peut établir une société des personnes sans personnalité de droit.

Relations contractuelles

Évidemment, les relations contractuelles peuvent être commencé aussi sur une base purement contractuelle, si se basant par exemple sur des relations de distribution d'agence et des relations de distribution exclusive. Respectivement, les possibilités d'organisation sont très grandes. Le droit suisse connaît peu de dispositions impératives.

La société anonyme (S.A.)

La société anonyme

La S.A. dispose d'une personnalité de droit avec le nom propre (entreprise). Elle est une société capitale dont le capital (capital-actions) est divisé dans les parts. Les actionnaires exercent leurs droits en tant que sociétaire dans le cadre de l'assemblée générale. La direction réelle de la S.A. est réservée au conseil d'administration et aux gérants (directeurs) qui sont institués par le conseil d'administration.

Capital-actions, actions au porteur ou actions au nom

Une S.A. doit montrer une capital-actions au moins de CHF 100'000,--. Le capital-actions peut être réparti en actions au porteur et/ou actions au nom. La valeur nominale de ces actions doit s'élever au moins de CHF 10,--. Lors de la fondation, chaque action doit être effectués au moins de 20 pour cent de la valeur nominale, dans l'ensemble toutefois au moins de CHF 50'000,--.

Si le capital-actions n'est pas déposé pleinement, des dépenses des actions ne sont pas possibles et les actions restent chez l'administrateur comme des actions demi déposées.

Le conseil d'administration de la S.A. tient toujours une action comme preuve d'actionnaire.

Il existé la possibilité aussi de dépenser une partie du capital-actions dans certificats de participation de ce que l'on appelle. Essentiels, il s'agit de actions sans droit de vote.

Trois actionnaires (personnes physiques ou juridiques) sont nécessaires au moins pour la fondation d'une S.A., dont deux personnes peuvent tenir des actions fiduciaires aussi. Pour autant que les actionnaires sont personnes physiques, il ne joue pas de rôle de vue de la société s'ils sont des étrangers ou des suisses. Une fondation peut être compliquée, si un ou plusieurs de actionnaires de fondation sont des sociétés étrangères. Il recommande par conséquent de autoriser des personnes physiques pour la fondation et transférer au besoin les actions après la fondation sur des personnes juridiques étrangères.

Les organes de la société

La S.A. se compose de trois organes: de l'assemblée générale, du conseil d'administration et du département apurant.

L'assemblée générale est l'organe supérieur de la société, qui décide en particulier de la fixation et les modifications de statuts, l'approbation du bilan annuel, l'utilisation du profit et ainsi que la décharge de la direction.

L'assemblée générale doit être convoquée au moins une fois par an (avant six mois après la conclusion de l'exercices). Des assemblées générales extraordinaires peuvent convoquer à tout moment par le conseil d'administration, des actionnaires qui tenir au moins dix pour cent du capital-actions ou le département apurant.

La majorité des membres du conseil d'administration doit être résidante en Suisse et posséder le droit de citoyens suisse. Une exception de cette règle peut être accordée pour le Holding. Dans ce cas, un membre de conseil d'administration au moins autoriser de la suppléance doit avoir son domicile en Suisse. Seulement des actionnaires peuvent être membre des conseils d'administration. Ceux-ci peuvent tenir les actions fiduciaires aussi.

Le conseil d'administration est l'organe de direction de la S.A. Par la loi, il a des tâches qu'il ne peut pas conférer et auxquelles il ne peut pas se soustraire (par exemple la conduite supérieure de la société, la fixation de l'organisation, la surveillance générale de personnes chargées de direction, l'établissement du rapport de gestion, etc.)

Le conseil d'administration est libre de transférer la partie de direction déléguée dans un règlement d'organisation à des membres (délégués) ou à troisième particuliers (directeur, fondés de pouvoir).

Le département apurant doit réviser si la comptabilité et le bilan annuel ainsi que la demande à l'assemblée générale sur l'utilisation du profit de bilan correspond à loi et aux statuts.

Des exigences sont imposées au département apurant, concerné la compétence, l'indépendance à l'administration et aux actionnaires majoritaires. Au moins un réviseur doit avoir son domicile en Suisse.

En principe, le nom d'une entreprise doit être choisi librement. Il peut s'agir de désignation de fantaisie ou de matériel. L'entreprise ne peut pas causer toutefois de tromperie et contrevenir à un intérêt public.

Une combinaison de l'entreprise avec une désignation de matériel, un lien doit exister au but de société. C'est recommandé à préinspector l'entreprise avant la fondation dans le bureau de registre de commerce cantonal.

L'entreprise doit se différencier de l'entreprise déjà enregistrée.

Le domicile de la société est éligible librement dans la Suisse. Si le domicile statutaire ne correspond pas au domicile d'administration de la société réelle, il se peut important au point de la vue fiscale. Généralement, le domicile enregistré formellement n'est pas déterminant pour l'obligation fiscale, mais le domicile effectif de l'administration de la société (lieu d'entreprise).

Sociétés anonymes sur stock

L'acquisition d'une société anonyme sur stock a de grands avantages suivants:

- On peut choisir entrer les différentes variantes de la société anonyme.
- Une exécution peut avoir lieu dans un délai de 24 heures.
- Le capital-actions est déposé déjà pleinement
- Les comptes bancaires sont organisés
- Le conseil d'administration est disponible
- Une domiciliation est mise en oeuvre.
- Le département apurant est chargé.
- La comptabilité est assurée.
- Un enregistrement dans le registre de commerce a été effectué.
- À partir de l'année de fondation 1907 (variable), des sociétés anonymes sont disponibles et ainsi une solvabilité anonyme et flexible existe.

= **La solution idéale pour une transposition rapide des objectifs !**

Holding

Le Holding est favorisé fiscalement fortement par la fédération et par les cantons. Un départ de participation sur le profit de dividende est accordé aux sociétés qui participent à d'autres sociétés avec au moins 20 % ou CHF 2 millions au capital social. Il s'agit de réduction de l'impôt dû dans les relations du profit de dividende (net) vis-à-vis du profit. Le départ de participation est accordé au niveau cantonal et fédéral. Dans le résultat, l'impôt fédéral est donc largement supprimé à un Holding. Les cantons libèrent des Holdings de tous les impôts sur le revenu (privilège d' Holding). Le Holding ne dépend pas conformément à cela d'un départ de participation. Dans le résultat, chaque dividende et chaque profit d'une cession et elle-même profits de l'intérêt sont exempts d'impôts. Un Holding existe, si deux tiers des participations actives ou de deux tiers des profits sont généralement des bénéficiaires sur participations.

Société d'administration

Les cantons accordent de grands avantages fiscaux à la société d'administration. Des profits (et le capital) sont taxés à un taux réduit. La condition est que la société n'exerce pas d'activité commerciale (direct) en Suisse. Une activité commerciale limitée dans l'ampleur de 20 % des revenus est toutefois tolérée. La fédération n'accorde pas de soulagement à la société d'administration. Au niveau cantonal, la société d'administration paye un impôt entre 0 % et 15 % de l'impôt sur le revenu cantonal propre. La société peut être maîtrisée par des suisses et par les étrangers.

Branche de la société anonyme

La branche est fiscalement un bureau d'usine qui appartient à une personne physique ou juridique avec le siège à l'étranger. Elle est en conséquence seulement limitée imposable pour l'appartenance économique en Suisse. La branche d'une société de capitaux étrangère ou une société des personnes étrangère est taxée en Suisse comme une société de capitaux.

Afin que des bureaux d'usines soient disponibles fiscalement, une installation commerciale doit exister constante qui contribue sur une propre facture parmi le profit de l'entreprise ou est important pour la production d'entreprise. Des branches Suisse sont taxées seulement pour la revenu total aux bureaux d'usine nationaux. La différenciation du profit entre le quartier général et des bureaux d'usine a lieu généralement étayé sur la comptabilité de la branche.

Veillez demander une offre non contraignant pour une société anonyme âgée ou jeune enregistrée.

Société à responsabilité limitée (S.A.R.L.)

La S.A.R.L. dispose, comme la S.A., d'une personnalité de droit propre. Elle montre de grandes ressemblances avec la S.A., pourquoi en peut envoyer aux déclarations de la S.A. en ce qui concerne à l'entreprise, le domicile et les statuts. La S.A.R.L. se différencie avant tout de la S.A. qu'à la fondation, deux personnes sont nécessaires seulement, le capital social ne doit pas s'élever à plus de CHF 20'000.-- et moins de CHF 2,0 millions et au contraire à la S.A., un sociétaire de la S.A.R.L. peut posséder une part de la société, mais dans une hauteur arbitraire. En outre, les parts de la société sont transférables dans de conditions compliquée contrairement aux actions de la S.A.

Pour la S.A., de déposé le capital-actions pleinement est un devoir de sociétaire seulement. Les statuts de S.A.R.L. peuvent prévoir d'autres devoirs toutefois, comme par exemple des paiements additionnels par les sociétaires.

Pour la S.A.R.L. la loi prévoit trios organes de la même façon de la S.A.:
L'assemblée de associés, la direction et (facultative) une département apurant.

Reconnaissance

Si on voit la statistique, que la S.A. est la forme de société préférable. (Le Canton Zoug le 01.01.1998: 12.353 des S.A. et 1.172 des S.A.R.L.). Les raisons pour cela sont diverses. On cite souvent que la S.A. avec un capital plus élevé donne une solvabilité plus grande et la S.A.R.L. sur la base de la transmissibilité des parts limitée n'est pas orientée pour des sociétés plus grandes.

Avantages de la S.A.R.L.

- Moins élevés besoins en capitaux
- Seulement deux personnes pour la fondation
- Possibilité de fixation de devoirs continus dans les statuts
- Pas de dispositions étrangères restreintes à l'élection des gérants. Purement un gérant autorisé à signer doit avoir son domicile en Suisse. Des gérants ne doivent pas être sociétaires de la S.A.R.L.
- L'application du département apurant indépendant n'est pas nécessaire, mais peut être prévue volontairement toutefois.

La S.A.R.L. convient structurée physiquement sur la base de sa forme de la société pour une transformation future en S.A.

Procédé de fondation d'une S.A.R.L. Suisse

Conditions, frais et les temps nécessaire du procédé de fondation

Conditions

Une S.A. ou une S.A.R.L. peut être fondée simplement et rapidement. Pour fonder une S.A. et une S.A.R.L., un contrat de fondation doit être constaté publiquement par une personne de document (avocats avec une autorisation de constatation). Avec l'acte de fondation les pièces justificatives suivantes doivent être présentées au personne de document: (1) les statuts, (2) la déclaration d'acceptation du département apurant (facultatif pour la S.A.R.L.), (3) confirmation de service de paiement reconnu (banque), que le capital-actions ou selon le cas le capital originaire est déposé et c'est à la disposition libre pour la société, (4) la déclaration d'acceptation au domicile, pour autant que la société ne dispose pas des bureaux propres après la fondation.

Après l'acte de fondation, la société doit être déclarée pour l'enregistrement à registre de commerce. Le contrat de fondation, avec des pièces justificatives mentionnées, doit être annexé à cette déclaration.

Il faut considérer que pour le temps, cela nécessaire pour la procédure l'enregistrement, le capital-actions déposé au service de paiement (banque) reste bloqué. La procédure de dépôt est terminée avec l'enregistrement dans le registre de commerce. Le capital-actions déposé est seulement disponible à la société, après la banque a été présentée un relevé du registre de commerce sur l'enregistrement de la société.

Frais de fondation

Pour la fondation d'une S.A. avec un capital-actions de 100'000 CHF, on doit compter sur les frais suivants (frais de fondation pure) :

Honoraires de constatation	20/00 de capital-actions (au moins de CHF 500,--)
Taxes d'enregistrement dans le registre de commerce	Environ CHF 800,--
Honoraires de consultation (selon à dépense)	Conformément à dépense et à la disposition
Droit de timbre fédéral suisse (1 %)	À partir d'un capital-actions de CHF 250'000,--
Autres frais (dépenses, etc.)	Selon à dépenses

Les frais de fondation d'une S.A. sont comparables à ceux d'une S.A.R.L.

Le temps nécessaire

Pour vérifier le temps nécessaire le modèle de temps et d'expiration suivant peut servir d'indice pour la fondation d'une société:

Prévérification du nom de l'entreprise	1 heure
Établissement du document de la fondation avec les pièces justificatives (contrat de fondation, statuts, déclaration, etc.)	1 à 5 jours
Vérification du domicile et du département apurant	1 jour
Dépôt du capital	1 jour
Assemblée de fondation	Moins qu'un demi jour
Enregistrement dans le registre de commerce	1 à 14 jours

Volontiers nous vous offrons aussi une société anonyme vieux, par exemple fondé en 1907 !

Si l'exécution d'achat de la société anonyme commandée – achetée décalé – ne devrait pas directement par vous, ainsi, nous demandons un dépôt de CHF 5'000,-- et réserver-vous volontiers votre société pour 26 jours.

Lors d'une non-exécution dans ce temps, le dépôt expire et nous chargeons comme indemnité de frais pour nos efforts.

Nous avons pris votre adresse dans notre distributeur P.C. et tenez vous simultanément informé de notre offre respectivement actuelle.

Administration de la société

Direction, Activité du gérant, conseil d'administration, Rapports de gestion, Comptabilité

Direction

La direction d'une société est obtenue normalement par le conseil d'administration lui-même et par lesquels de ce gérant désigné. Les responsabilités et les compétences doivent servir à la réduction et à l'avantage de la responsabilité personnelle et on retient en détail dans un règlement de direction. L'autorisation de signer est enregistrée dans le registre de commerce.

Lors de la désignation de la direction, il faut considérer que pour des gérants étrangers, un permis de travail est nécessaire parfois.

La direction (conseil d'administration) doit écrire chaque année un rapport de gestion, qui a donné en particulier les renseignements sur le cours commercial, la situation économique et financière et augmentations de capital éventuelles.

Une assemblée générale doit être réaliser une fois par an au moins. Cette assemblée doit être convoquée par l'administration.

Comptabilité

Loi à cause une certaine structure minimale est exigée pour le bilan et la comptabilité de succès. Lors de l'établissement d'un bilan et d'une comptabilité de succès, les principes de comptabilité en bonne et due forme doivent être considérés (intégralité, clarté, essentiel, précaution, continuité, etc.). La situation pécuniaire et le revenue doivent pouvoir être jugés le plus fiable possible. Une facture en verre conformément au principe de "true and fair view" n'est pas encore réalisée ainsi, puisque les règles d'évaluation juridiques permettent la formation des réserves latentes ce que l'on appelle.

Comptabilité de Konzern

Les Holdings qui résument une ou plusieurs sociétés sous une conduite unique par une majorité des voix ou d'une autre manière et qui montrent en outre les deux des dimensions suivantes (total du bilan de 10 millions, produit de chiffre d'affaires de 20 millions ou plus de 200 employés), sont obligent à établir un bilan annuel consolidé.

À côté des principes généraux de comptable en bonne et due forme aucune règles de consolidation et d'évaluation spéciales ne sont pas prévues. Pour satisfaire à exigences internationales, il fait admis et courant d'adjoindre d'autres normes, par exemple le "International Accounting Standards (IAS)", le "US : Generally Accepted Accounting Principles (US : GAAP)" ou les directives de l'Union Européenne.

Impôts

Taxation de la société, impôt de comptabilité, taxe à valeur ajoutée, accords sur la imposition double

Souveraineté fiscale des cantons

La souveraineté fiscale revient à la fédération aussi bien qu'aux cantons et à leurs municipalités. Chaque canton a donc aussi sa propre loi fiscale. La fixation des tarifs, des taux d'imposition ainsi que de l'impôt direct après aussi l'harmonisation formelle effectuée des impôts directs entre des cantons et des municipalités se trouve dans la compétence de chaque canton particulier. Les municipalités peuvent percevoir en plus des impôts dans le cadre du droit fiscal cantonal. Les autorités fiscales cantonales ne se comprennent pas elles-mêmes comme conducteurs des fiscaux mais plutôt en tant qu'interlocuteurs pour des entreprises existantes et nouvelles ainsi que leurs conseillers fiscaux. Généralement, les autorités donnent aussi des décisions préliminaires, telle qu'une activité d'affaires prévue est traitée fiscalement.

Taxation de la société

Le système fiscal Suisse se distingue par des impôts différents : Impôts fédéral directs, impôt de canton et taxe communale.

Il vient que la législation fiscale à trouver dans les cantons individuels est très différente en partie. Les cantons ont adapté certes leur législation fiscale jusqu'au 1^{er} janvier 2001 à la loi fédérale sur l'harmonisation fiscale, mais cette loi d'harmonisation ne vise pas de rapprochement plein de la législation fiscale cantonale. Des ressorts décisifs restent toujours dans la compétence des cantons.

Dans la Suisse, différents règlements cantonaux doivent être trouvés ainsi après le 1^{er} janvier 2001 qui peuvent être importante pour le choix de l'emplacement. Des entreprises actives dans le Canton Zoug profitent de cet avantage d'emplacement attirant.

Un avantage crucial de l'emplacement Zoug ne se trouve pas seulement dans la taxation favorable, mais en général dans la fréquentations peu compliquée et non bureaucratique avec des contribuables par les autorités fiscales cantonales.

En principe, toutes les personnes physiques et juridiques sont imposables dans le canton Zoug, qui ont ici leur domicile et/ou leur siège d'entreprise ou des bureaux d'usine. Une obligation fiscale pour des fortunes et des revenus à Zoug peut exister parfois même lorsque le domicile de la personne physique ou juridique se trouve dans l'étranger. Des personnes étrangères peuvent être taxées à la origine, par exemple pour leur revenu obtenir à Zoug, tantièmes, argent d'assemblée, etc. Dans de tels cas, pour éviter d'accords double imposition éventuels, l'accord double imposition applicable au cas correspondant soit être consulté. La Suisse a conclu de tels accords avec la plupart de pays industriels.

L'impôt fédéral directs, les impôts de canton et communale présentent sur la bénéfice (profit) et le capital d'une société.

Selon l'activité de la société (S.A. ou S.A.R.L.) sa taxation est manqué différemment. On différencie entre la compagnie d'opération, de Holding, société de domicile et la société mélangée. Le Canton Zoug a prévu un privilège fiscal en plus pour les trois dernières sociétés.

Des compagnies d'opération sont des entreprises qui exercent un métier de commerce, de fabrication ou de la service. Ces entreprises sont soumises à la taxation convenable.

Des impôts doivent être payés sur le profit et le capital originaires et des actions déposées ainsi que sur des réserves ouvertes.

	Capital et réserves	Profit
Taxes fédérales directs	0 0/00	8,5 %
Canton / Commune 1)	1.5 0/00	3,5 % à max. 7,0 % 2)

1) Le canton, les municipalités et la paroisse perçoivent leurs approches cela de l'impôt (ensemble entre 170 % et 180 %)

2) En moyenne total Suisse, le canton Zoug montre la charge plus faible de tous les cantons.

Taxation privilégiée

Contrairement à l'impôt fédéral direct qui prévoit un privilège limité pour une Holding, la législation fiscale en Zoug, comme mentionne déjà, traite privilégié certaines sociétés selon son activité.

Société de domicile

Les sociétés domiciles se distinguent par le fait qu'ils ont seulement leur siège dans le canton Zoug. Ces sociétés n'exercent pas d'activités commerciales réelles en Suisse. Ils ne disposent pas en particulier de personnel et pas de propres locaux de bureau.

Société mélangée

Une société conduite étranger que achève leur activité commerciale exclusivement ou principalement dans l'étranger, reçoit une taxation privilégiée, en taxant seulement une quote-part du profit.

La répartition des bénéfices d'une société, comme par exemple un paiement de dividende et d'autres types de répartition des bénéfices, être soumise à l'impôt de comptabilité de la fédération. Cet impôt est perçu à la origine et s'élève actuellement à 35 pour cent. Un remboursement de cet impôt dépend à la conclusion de l'accord de double imposition entre la Suisse et l'État de résidence si prévoit un tel remboursement.

Taxation à valeur ajoutée

Dans le cadre de l'activité commercial, il faut prendre en considération que à l'intérieur du pays sur le chiffre d'affaires obtenu avec des livraisons de marchandises ou de services une taxe à valeur ajoutée (T.V.A.) se présenter. L'obligation fiscale existe à l'intérieur du pays d'un chiffre d'affaires de CHF 75'000,- au moins par année. Le taux normal de 7,6 % est faible dans la comparaison internationale. Une taxe de 2,3 % existe pour de certains objets et services (par exemple journaux, médicaments, marchandise à manger et boire, etc.). Des chiffres d'affaires sur les services et des marchandises qui sont exportés à l'étranger, sont exempts d'impôts.

Comme il est avec autres impôts indirects et taxes de consommation, le prélèvement de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) est réservé à la fédération. Pour réduire la dépense administrative, des entreprises très petites sont exclues de T.V.A. et des certains produits et services sont exempts d'impôt également. Puisque la priorité se trouve avec les impôts directs, le taux d'imposition maximale de T.V.A. s'élève à 7,6 pour cent, ce que la charge T.V.A. plus faible signifie en Europe.

D'accord de double taxation (ADT)

La Suisse a conclu des accords correspondants avec la plupart de pays industriel (Allemagne, Etats-Unis, etc.) pour éviter une imposition double qui suivent largement des accords d'échantillon de OCDE. La Suisse applique largement la méthode de libération et renonce à la taxation des revenus et des fortunes qui on assigne à l'État de source.

Conséquences

Pour des contribuables avec des activités professionnelles dans les deux Etats contractants d'un ADT se demande toujours à nouveau comme cet accord se répercute en effet pour eux. L'exemple suivant doit rendre clair les avantages.

Une entreprise allemande exige un conseiller d'entreprise résidant en Suisse. L'honoraire qui est payé à conseiller, est soumis en Allemagne à l'impôt à la source de 25 % plus la majoration de solidarité. Parce que le conseiller doit payer aussi l'impôt sur ses honoraires en Suisse, son Etat de résidence, il aurait dû accepter une charge double sans ADT. Sur la base d'ADT existent, pour de tels revenus, seulement l'Etat de résidence a le droit de taxation. L'Allemagne doit renoncer tout à fait à la taxation des honoraires de conseiller.

Accord

Pour des personnes physiques, les ADT se réfèrent à l'impôt de revenu et à l'impôt sur la fortune. Les ADT suivent largement l'accord d'échantillon de l'OCDE qui fixe d'une part où il faut déclarer au fisc le revenu et/ou la fortune et d'autre part, décrit la méthode pour la prévention d'une imposition double. Des revenus et des fortunes sont consultés seulement pour le taux d'imposition (Progression). Avec certaines revenus de capitaux (dividendes, intérêts et licences) le droit taxation revient d'une part à l'Etat de source et d'autre part à l'Etat de résidence. Dans l'État de source, ce droit de taxation est désormais limité ce qui peut conduire à un soulagement de 20 % - 35 %.

L'autre poids de la fiscalité dans l'État de source peut maintenant généralement prendre en considération à l'impôt suisse en question (méthode d'imputation). La méthode d'imputation est en vigueur qu'exceptionnellement en Suisse, mais est la règle dans l'étranger. Cette méthode d'imputation a en outre pour conséquences que les impôts sont apportés sur un niveau plus élevé (dans l'État de source et/ou dans l'État de résidence)

De tels accords comprennent en particulier les circonstances fiscales suivantes :

- Libération des profits des entreprises dans l'État partenaire
- Demande de remboursement de l'impôt prélevé à la source
- Taxation des tarifs de licences

Secret de client de banque Suisse

Le respect de la vie privée est une colonne de base de l'ordre juridique suisse, une expression de la liberté individuelle et en Suisse ancre profondément. La culture de discrétion se prononce dans différents secteurs comme par exemple le devoir de silence du médecin ou de l'avocat. Sur cela le secret de client de banque se base également qui protège la vie privée de clients nationaux et étrangers dans les affaires financières. Des collaborateurs bancaires, des examinateurs externe et membres d'autorités fédérales qui ont à voir avec des affaires bancaires, sont obligés à la discrétion.

La Suisse accru leur législation criminelle pour rencontrer à l'abus du secret de client de banque surtout par un crime organisé au niveau international et les banques se sont imposé elles-mêmes des règles d'état strictes concernant le devoir de diligence. Le secret de client de banque n'est pas ainsi absolu mais offre sans changement la discrétion souhaitée au client intègre.

Le secret de client de banque est un avantage d'emplacement que d'autres place financières exigent également pour lui. Avec une discrétion, il n'est pas fait toutefois. Les clients exigent une performance remarquable de leur banque. Elles veulent profiter de la grande expérience, le savoir-faire vaste et la force d'innovation des banquiers suisses. La stabilité politique de notre pays, notre monnaie, la SWX Swiss Exchange avec leur infrastructure moderne et entre autres l'attraction touristique et culturelle de notre pays sont d'autres plus de la place financière Suisse.

Comme principe de l'ordre juridique Suisse et la responsabilité personnelle des citoyens par rapport à l'État et à ses lois chaque suisse est obligé à indiquer à l'autorité fiscale et à payer l'impôt sur des revenus et des fortunes. Un impôt de facturation (impôt à la source) de 35 % sur des rendements de capital est une autre caractéristique de la fiscalité suisse. Cet impôt contribue à la morale fiscale et est restituée au contribuable sur la base de sa déclaration de ses revenus.

Chaque État est responsable lui-même de système fiscal réglé et un poids de la fiscalité raisonnable. Des gouvernements doivent être conscient qu'une charge croissante affaiblit la situation concurrentielle propre par rapport à d'autres pays ce qui conduit finalement à des impôts toujours plus élevés.

En principe l'État a deux possibilités de recevoir son argent.

1. Une taxation à la source. Cette méthode est efficace et sûre. Notre pays s'est décidé pour cette méthode en relation avec le devoir de renseignements de troisièmes (entre autres aussi le banquiers) dans le cas des cas de punition, c.-à-d. avec une fraude fiscale. Cela est le cas par exemple lors d'une falsification de document. Une déclaration non effectuée ou une fraude fiscale simple de suisse conduit trop en plus des impôts et pour des amendes élevées et on poursuit dans la procédure pénale.
2. Il s'offre une révélation réglée juridiquement à obligation d'informer de l'intermédiaire. Cette deuxième variante est toutefois contraire au droit à la vie privée et on ne pourrait pas voir à l'ordre juridique suisse.

Au 01 juillet 2005, l'UE directive d'intérêt est en vigueur. Dans l'UE toutes les banques sont fondamentales obligent à annoncer des profits de l'intérêt d'un étranger d'UE à l'État de résidence respectif par communication de contrôle. Des dividendes et des revenus de assurances-vie ne sont pas saisis. Si on obtient p. ex. des intérêts sur un compte en France, votre bureau des contributions apprend automatiquement. Une exception est en vigueur en Suisse. Ici, un impôt de 15 % est introduit d'abord. Sur l'identité de l'investisseur respectif, rien ne sait pas toutefois.

La place financière Suisse dispose d'un réseau dense de lois et de règlements qui doivent empêcher que l'argent illégalement acquis coule dans notre pays. Dans le cas des manoeuvres criminelles, les mêmes lois permettent des études de punition avec le devoir de renseignements complet des banquiers et assistance juridique internationale dans les affaires pénales. Cela est par exemple avec le soupçon sur un blanchiment d'argent ou le cas sur une participation à des actions d'une organisation criminelle.

Les banques en Suisse n'aimeraient pas de serrer l'argent une origine plus criminelle. Ils ont établi des règles donc extrêmement strictes et reconnues au niveau international pour l'identification de leurs clients. Ces dits "Know-Your-Customer-Rules" exigent de chaque collaborateur qu'il identifie le client lors de chaque ouverture de compte et éventuellement doit constater l'autorisé économiquement.

Avec la signature de la convention de devoir de diligence par les banques suisses il y a plus de 20 ans, une avancée a réussi à ceux-ci qui servait plus tard à des autres places financières que le modèle.

Contrairement aux déclarations dans les romans criminels, films d'espionnage et dans les médias, en Suisse, aucun compte anonyme n'existe. Les noms des propriétaires des comptes de numéro sont connus, toutefois seulement un petit cercle de personnes dans la banque. En ce qui concerne le secret de client de banque, il n'y a pas des différences entre comptes de numéro et d'autres comptes.

Le secret de client de banque n'était pas en vigueur jamais qu'absolument. Ainsi, les banquiers Suisses sont obligés par exemple dans les procédures pénales contre leurs clients aux renseignements en principe et indépendamment si l'acte criminel à été commis à l'intérieur du pays ou étranger. Le secret de client de banque offre si et toutefois la protection souhaitée de la vie privée à client intègre. Cet arrangement du secret de client de banque correspond au sentiment suisse.

En résumé

Chaque État de droit protège la vie privée de ses citoyens. En Suisse cette exigence sur une discrétion est une exigence élevée historiquement qui a entraîné notre ordre juridique et celui est ancré profondément dans les présentations de valeur de notre pays. Le secret de client de banque est comparable au devoir de silence des médecins ou de l'avocat. La législation Suisse a été adaptée au cours du temps aux normes internationales dans la lutte contre le crime organisé et le blanchiment d'argent sans toucher la discrétion de clients intègres. Il n'offre pas de protection à criminels. La Suisse est ainsi aujourd'hui une des places financières les plus propres effectivement.

FAQ's

Qu'est une société anonyme Suisse (S.A.) et ce qui peut et/ou on peut faire avec lui ?

La société anonyme Suisse est une personne juridique. En tant que telle elle peut mettre à l'échelle européenne et dans le monde entier toutes les affaires juridiques en œuvre. En Suisse la liberté industrielle règne. Une S.A. peut exercer (presque) chaque commerce sans demander pour cela autour d'une autorisation spéciale. Elle peut participer à des entreprises, peut faire un emprunt et lui capitalisé sur la vente des parts (actions).

Pour qui une S.A. fait-elle un sens ?

Des expériences montrent qu'il y a différentes raisons, pourquoi une S.A. fait un sens. Le règlement des affaires des services (commissions, honoraires, etc.) aussi bien que des affaires marchandises (importation et exportation). La S.A. suisse peut naturellement se limiter à la tenue des participations et des biens immobiliers (intérieur de pays et étranger). Puisqu'il y a vraiment beaucoup d'applications, cette énumération n'est pas finale.

Que sont les avantages les plus importants d'une S.A. suisse?

Anonymat, liberté industrielle, emplacement prévu haut, multilinguisme, place financière internationale, pas d'affiliation dans l'UE, protection par le secret bancaire le plus strict du monde, stabilité économique, location centrale, poids de la fiscalité plus faible, etc.

L'anonymat avec une S.A. Suisse est-il garanti?

Autorisée économiquement d'une S.A. ne doit pas jamais faire dans un apparition personnellement. Pour la représentation de la société, le conseil d'administration institué avec un contrat de mandat peut apparaître.

Comment contrôle-t-je la S.A.? Puis-je aussi avoir un pouvoir général ?

Sur demande, chaque client reçoit un pouvoir spécifique. Avec ces pouvoirs, le preneur de pouvoir peut être autorisé à traiter des affaires concrètes. Évidente, l'autorisé économiquement peut aussi rester dans l'arrière-plan et déléguer plus loin la direction. Il peut toutefois aussi pouvoir être enregistré en tant que gérants dans le registre de commerce.

Compte bancaire. Une S.A. Suisse peut-elle aussi avoir un compte dans d'autres pays ? Qui a l'accès au compte?

Une S.A. Suisse peut conduire un compte à l'intérieur du pays (Suisse) aussi bien que dans l'étranger. Toutes nos sociétés ont déjà des comptes suisses. Des comptes d'étranger peuvent être organisés à tout moment par nous.

Comment viens-je à une S.A. suisse ?

Il y a deux possibilités. On peut fonder une S.A. ou acheter une société existante ce qui constitue naturellement un avantage financier et temporel important. Veuillez ne hésiter pas à prendre contact avec nous avec des désirs concrets.

Bureau service. Y a-t-il aussi possible de recevoir un numéro de téléphone propre qui est aussi enregistré dans l'annuaire téléphonique ?

Naturellement. Chaque client reçoit assigné un numéro de télécopie et téléphonique sur demande que nous vous mettons à la disposition favorablement. Toutefois également un téléphone mobile suisse (Natel) est possible ainsi que la mise à disposition d'une salle de conférence.

Qui s'inquiète de comptabilité, de poste, etc. ?

Les renomme partenaires de la Noble House S.A. sont inquiètes de conseil d'administration, d'administration complète et d'administrateur de sorte que vous pouvez concentrer sur vos tâches centrales et l'expiration fiscale et infrastructurelle de votre S.A. est assurée.

Je suis faillite en privée. Puis-je me composer avec une S.A. Suisse une existence nouvelle ?

Nous éprouvons très souvent qu'autrefois des hommes d'affaires réussis connaissent des difficultés financières – pour quelle raison aussi toujours. Puisqu'un nouveau départ dans le pays propre est alors difficile, cela est souvent fait en Suisse. Le climat fiscal et économique avantageux favorisent cette étape.

Comment regarde-t-il en Suisse avec des impôts ?

Des konzerns internationaux comme Metro, IKEA etc. profitent de l'emplacement Suisse. Il est important qu'on soit dans le canton correct. Notre système fiscal n'est pas compliqué. Puisqu'il y a une solution particulière pour chaque situation, nous recommandons un entretien personnel et non contraignant avec nous.

Quel canton a les plus faibles impôts?

Le canton Zoug a les plus faibles poids de la fiscalité. Pour cette raison, nous avons aussi notre siège à Zoug depuis beaucoup des années afin que nos clients puissent profiter pleinement. Nous vous conseillons ici très volontiers.

Comment et/ou quel nom peut-elle la S.A. Suisse avoir? Peut-il rebaptiser un nom existant?

En principe, chaque nom avec l'additif S.A.) est permis. Il cependant être libre et ne peut pas doit être faux. Le mieux, vous prenez le contact avec nous. Nous avons l'accès direct au registre de nom du registre de commerce et pouvons clarifier le nom immédiatement.

Puis-je faire conseiller non contraignant avec vous?

Évidemment. Nous conseillons aussi toute l'intéressé possible à une tel conversation. Après cette conversation vous savez, quelles possibilités uns S.A. suisse offre. Il est simplement important pour nous que le client à la fin obtienne ce que pour lui fait le sens vraiment.

Annexe exemple de facture des impôts

Holding

Capital-actions payé	CHF 2.000.000,--
Réserves et exposé de profit	CHF 200.000,--
Valeur de comptabilisation des participations (90 % du total du bilan)	CHF 1.980.000,--
Chiffres d'affaires total	CHF 400.000,--
Contrats des participations	CHF 320.000,--
Profits de honoraires	CHF 80.000,--
Profit net	CHF 350.000,--
Capital proportionnel	CHF 2.025.000,--
Rendement fiscalement pertinent	CHF 17,3 %

a) Impôt du profit

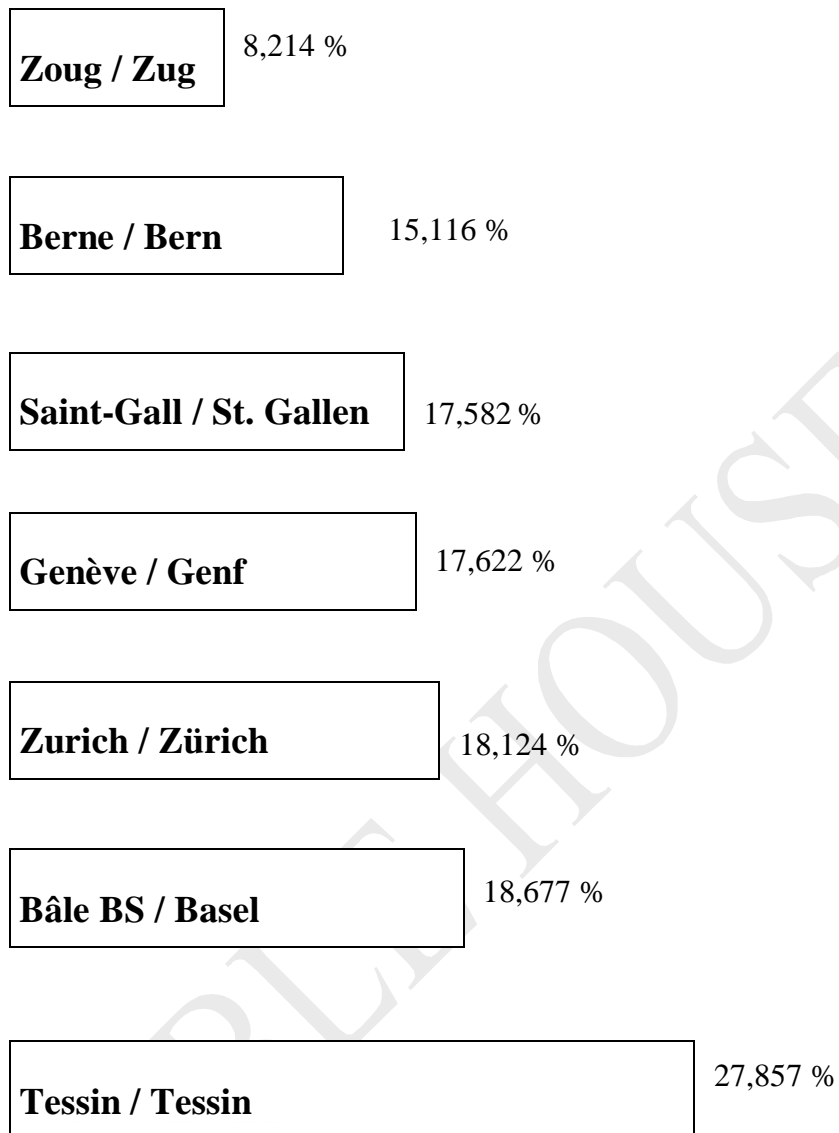
Profit net à déclarer au fisc (20 % de CHF 350.000,--)*	CHF 70.000,--
Impôt de canton Zoug (7 % de CHF 70.000,-- x 170 %)	CHF 8.330,--
Impôt fédéral	CHF 29.750,--

b) Impôt du capital

Capital à déclarer au fisc	CHF 2.000.000,--
Impôt de canton Zoug (0,15 % de CHF 2 Mio. x 170 %)	CHF 5.100,--
Impôt total	CHF 43.180,-- = 12,34 % du profit net

* Il faut prendre en considération que par le départ de participation la charge se réduit encore.

Comparaison d'impôt cantonal Personnes juridiques



Source: Administration fédérale fiscale, Berne 1999

Exemple:
Société anonyme
2 Mio. de francs capital et réserves / rendement 8 %
Impôt de canton, taxe communale, impôt d'église
Charge du profit net en francs

D'autres conditions générales

Entrée, acquisitions de bien immobiliers, droit du travail, droit de sécurité social, droit concernant les biens immatérielles, garantie de la qualité, protection juridique.

Autorisation de séjour et de travail

La présence des personnes étrangères en Suisse à des activités rémunérées requiert une autorisation. Une autorisation pour les travailleurs entrent pour la première fois est donné en premier lieu à des ressortissant des États de l'Union Européenne et l'association de libre-échange européenne et en deuxième lieu à des ressortissant des États des autres secteurs de recrutement traditionnels (par exemple les Etats-Unis, Canada).

Pour les personnes qui ont une séjour de courte durée ou annuel et entrent en Suisse pour la premier fois pour l'activité rémunérée et pour domicile, le bureau cantonal pour l'industrie, le commerce et le travail (KIGA) réexamine si les conditions sont réalisées visant l'exercice d'une activité rémunérée. Sur une base de cette décision, le bureau cantonal pour des questions étrangères (KAFA) donne une autorisation de séjour.

Actuellement, des efforts sont en cours de libéraliser la politique étrangère suisse plus loin.

Autorisation de séjour de courte durée (4 mois)

Les conditions suivantes doivent être réalisées, afin qu'une autorisation de séjour de courte durée puisse être donnée :

- La durée et le but doivent être établie a priori
- L'étranger ne peut pas remplacer une personne avec un séjour de courte durée ou un saisonnier dans le même entreprise
- L'étranger ne peut pas été exercer une activité professionnelle dans l'année dernière avec une autorisation de saison de plus de sept mois en Suisse.
- Le nombre des étrangers employés à cour terme peut dépasser un quart du personnel effectif total dans l'entreprise exceptionnellement fondés.

Autorisation de séjour de courte durée (6 mois)

Une telle autorisation est donné seulement qui si le KIGA donne une unité du contingent cantonal ou si contingent fédéral du bureau fédéral pour des questions étrangères peut être occupé. Avec cette autorisation aucune possibilité n'existe pas que la famille suit. Cette autorisation ne peut pas être prolongée ou renouvelée.

Autorisation de saison

Des autorisations de ce genre sont données aux travailleurs qui commenceront leur activité rémunérée dans une entreprise de saison (industrie du bâtiment, hôtelleries) et pour lesquels le KIGA a assigné une unité du contingent cantonal.

Autorisation de séjour annuelle

Le bureau cantonal pour des questions étrangères ou l'office fédéral pour des questions étrangères peut donner une telle autorisation (autorisation "B"), pour autant que les conditions suivantes soient réalisées :

- Déclaration d'un domicile dans le canton Zoug

Soit:

- Formation qualifiée ou
- Connaissances spéciales ou
- Fonction de cadre d'entreprises internationales
- Établissement ou maintien d'emplois
- Attribution d'une unité du contingent cantonal par la direction d'économie nationale

Autorisation d'établissement

Une autorisation d'établissement ("C") peut être donnée à l'étranger que s'il a un séjour continu de plusieurs années (généralement 5 à 10 ans).

Contrairement à l'autorisation de séjour l'autorisation d'établissement n'est pas liée ni limitée ni à des conditions.

Domicile en Suisse?

Nous vous conseillons volontiers !

Acquisition des biens immobiliers

Dans le canton Zoug l'acquisition des biens immobiliers est possible sans réserve et autorisation. Aucune restriction n'est pas soumise l'acquisition de bien immobiliers des sociétés conduites suisses des étrangers avec une autorisation d'établissement (autorisation "C"). Ces ne sont pas considérées comme la personne dans l'étranger. Ces peuvent acquérir toutes les sortes de biens immobiliers sans autorisation.

Acquisition à des buts industriels

Des sociétés conduites étranger – ainsi qu'exceptionnellement aussi étrangers avec une autorisation de séjour annuelle (autorisation "B") ou avec le domicile dans l'étranger – peuvent acquérir des terrains industriels et des terrains d'entreprise, mais aussi des terrains industriels et des terrains d'entreprise qui sont loués ou loués de troisième, pour leur entreprise propre sans autorisation. L'acquisition pour de besoins propres peut couvrir le terrain à bâtir aussi. Dans ce cas, un entretien avec la direction d'économie nationale est recommandée.

Acquisition à des buts de logement

Des étrangers avec une autorisation de séjour annuelle (autorisation "B") peuvent acquérir des terrains à 3'000 m² pour des buts de logement propres sans autorisation. L'acquisition de surfaces plus grandes est possible, mais doit être convenu avec la direction d'économie nationale. L'acquisition des biens immobiliers à des buts logement n'est pas possible en principe pour des sociétés conduites étranger.

Droit de travail / Contrat de travail

La Suisse dispose contrairement à la plupart des voisins européens d'un droit du travail organisé libéralement. En ce qui concerne le contenu et l'achèvement du contrat de travail, en comparaison de l'étranger, peu de conditions impératives existent.

En outre le droit de travail Suisse est très favorable aux patrons concernant des inventions et du développement des échantillons et modèles industriels de travailleur.

En Suisse à cause d'une débrayage ou d'une grève se perdent le moins jours ouvrables mondial. La majorité de travailleurs n'est pas organisée syndicalement.

Il est significatif que la Suisse ne dispose pas seulement d'un système scolaire bien développé, mais aussi montre quatre langues national et ainsi les travailleurs indigènes au point du vue linguistique sont qualifiés au-dessus de la moyenne supérieur. En plus, beaucoup de centres de formation continue une formation fondée garantissent des travailleurs.

Droit de sécurité social

La précaution sociale en Suisse se base sur trois risques: âge, décès et invalidité sur le principe de trois colonne: l'assurance de base de l'État (1. colonne) est complétée par la précaution professionnelle (2. colonne) et achevée selon les besoins grâce à une précaution individuelle privée et fiscalement privilégiée (3. colonne)

Couverture de l'assurance		Obligation
1. colonne: Garantie d'existence: Garantie minimale de l'existence dans l'âge et dans le cas invalidité	AHV/IV	10,1 % du salaire payer paritairement des employeurs et des travailleurs
2. colonne: Précaution professionnelle: Garantie de la vie habitué	BVG	Payer paritairement des employeurs et des travailleurs
3. colonne: Précaution supplémentaire volontaire et individuelle		Payer du travailleur en principe

Une étude internationale montre les contributions d'employeur obligatoires différemment élevées dans pays différents dans pour cent le revenu moyen :

Pays	Part d'employeur	Charge mesuré à la Suisse
Suisse	16 %	100 %
Allemagne	23 %	144 %
France	47 %	294 %
Italie	50 %	313 %
Autriche	26 %	163 %

Des employeurs en Suisse doivent porter ainsi une charge clairement plus faible à des charges sociales que les employeurs dans nos pays voisins.

Charge concrète de l'employeur

L'employeur doit adopter généralement les sécurités sociales obligatoires suivantes. Les montants d'employeur s'élèvent en moyenne aux valeurs de pour cent suivantes du salaire décisif :

Assurance vieillesse (AHV)	4,20 %
Assurance d'invalidité (IV)	0,70 %
Remplacement de gain (EO)	0,15 %
Assurance chômage (AVIG)	1,50 %
Allocation familiale	1,60 %
Assurance accident	2,00 %
Précaution professionnelle (BVG)	<u>6,00 %</u>
Total	16,15 %

Le travailleur paye de son côté une part de ces assurances. L'interlocuteur pour les organes d'assurance est l'employeur généralement.

Droit des biens immatériels

La Suisse offre en tant qu'un pays d'inventeur traditionnel une protection juridique internationale et nationale aménagée. Ainsi, la Suisse a adhéré à tous les accords internationaux pertinents pour la protection des biens immatériels. Au niveau national, il faut souligner que l'office fédéral pour propriété intellectuelle a été privatisé et modernisé.

Garantie de la qualité

En Suisse une loi nouvelle est entrée en vigueur en 1999 (loi de blanchiment d'argent) qui a imposé de nouveaux devoirs de diligence aux entreprises dans les secteurs de service financier. Cette loi se penche fortement au devoir de diligence s'appliquant déjà à de banques.

Protection juridique

La Suisse dispose au niveau cantonal et au niveau fédéral d'un système de protection juridique aménagé. Des traités avec des États différents garantissent que les jugements portés en Suisse sont soumis à une exécution simplifiée.

Les facteurs de succès de l'emplacement Zoug / Suisse

L'emplacement financière et commercial Zoug est né de multiplicité paramètres en réticulé mutuellement qui développent leur effet dans la totalité :

- Situation fiscale favorable
- Stabilité politique de la Suisse et du canton Zoug
- Conditions générales économiques idéales en ce qui concerne une stabilité monétaire, des intérêts et de inflation
- Réticulé d'installation personnel fort à des avocats, à des fiduciaires et à des banques
- Multilinguisme de l'emplacement Suisse
- Canton indépendant et petit à proximité de la ville Zurich et l'aéroport
- Département d'administration visible et flexible qu'un accès permet direct
- Disponibilité de l'unité d'habitation et de bureau ainsi que terrain à bâtir
- Lieu d'habitation avec des loisirs élevés
- Situation fiscale voir page 14 et 15

Le canton possède les conditions locales qui correspondant à la globalisation d'économie mondiale du commerce, des finances et de communication

Location du canton Zoug

Le canton Zoug se trouve au coeur de la Suisse, se composant de 11 municipalités, dans un secteur pittoresque très d'attrait de préAlpes. Par la voie de communication remarquable, Zoug est accessible dans moins de 30 minutes de Zurich aussi bien que Lucerne. La capitale de canton est Zoug, entouré des lacs pittoresques, les lacs Zoug et Ägeri, de ceux marquer la périphérie.

Population dans le canton Zoug

La population relativement jeune a doublé au cours des 40 années dernières sur environ 105'000 presque. Aujourd'hui, des hommes de plus de 90 nations vivent ici qui contribuent à la grande internationalité de la région. À côté du multilinguisme de citoyen Suisse, la langue officielle est allemand et anglais est appliqué comme langue commerciale.

Tourisme

Comme la perle de la Suisse centrale, Zoug est l'environnement parfait au lac de Zoug pour un séjour reposant et varié et pour les vacances. La multiple offre culturelle ainsi que toutes les possibilités pour sport et Wellness s'offrent aux hôtes et aux visiteurs. Les grottes de Höll et la vieille ville de Zoug avec leurs siècles vieilles lignes de maison sont des curiosités d'une attraction particulière.

L'économie

Grâce aux taux d'imposition optimaux et cela environnement économique le canton Zoug était en mesure de devenir un espace économique d'importance internationale. Le commerce et l'industrie, avec 66'000 postes de travail, prennent une importance élevée. Aujourd'hui environ 18'500 des entreprises ont leur siège dans le canton Zoug, en sont 13'000 sociétés anonymes. Le commerce, des finances et des assurances avec les services liés à cela comme un régime de tutelle et des banques forment la branche de l'économie la plus importante dans le canton Zoug.

L'histoire de la canton Zoug

Les premières traces de société rurale à la rive du lac de Zoug se trouvent d'environ 4'000 ans. Dans un document de don, la cour de roi de Cham est mentionnée pour la première fois dans l'année 858. Sur l'itinéraire de Säumer sur le Gothard, la ville de Zoug devient le centre de transbordement le plus important autour de l'année 1300. Le Anglo-Swiss Milk. Co. est fondé en 1866 à Cham, celui fusionnée avec Nestlé plus tard. Les bâtiments enceints historiques et châteaux sont des témoins de temps d'une histoire riche. Le développement économique a commencé à partir de l'année 1960. Par la révision de loi fiscale beaucoup des entreprises estiment la Suisse comme emplacement le plus sûr dans l'Europe. En 1970, la percée dans le secteur commercial avait lieu et s'arrête jusqu'à aujourd'hui.

Culture

La vie culturelle à Zoug est marquée par de causes multiples. Les vieilles coutumes sont maintenues encore aujourd'hui. Pour l'art et culturel intéressé Zoug est l'emplacement idéal qui est étendu par la proximité des centres culturels à Zurich et Lucerne.

Informations générales du canton Zoug

Surface:	environ 240 Km ²
Municipalités:	11
	Région de montagne: Oberägeri, Unterägeri, Menzingen, Neuheim
	Région de vallée: Zoug, Baar, Steinhausen, Walchwil, Cham, Hünenberg
Habitant:	environ 103'000 (81% suisse, 19% l'autre)
Capitale:	Zoug
Topographie:	environ 110 Km ² Prés et des terres arables environ 9 Km ² pâturages et terre de jachère environ 61 Km ² forêt environ 33 Km ² des eaux environ 27 km ² secteur couvert
Confessions:	environ 70 % romain catholiquement environ 20 % protestant environ 10 % d'autres ou sans confession
Structure économique:	environ 67 % commerce et services environ 30 % industrie environ 3 % agriculture

Ici, vous trouvez quelques websites autour des vos informations achever.

<http://www.zug.ch> – Portail du canton avec toutes les informations nécessaires.

<http://www.zug.ch/economy> - Centre de contact pour des informations économiques

<http://www.zug-tourismus.ch> – Portail de tourisme, informations sur des curiosités, hébergement, organisations culturelles, etc.

<http://www.stadtzug.ch> – Portail de la ville de Zoug avec les plans de ville

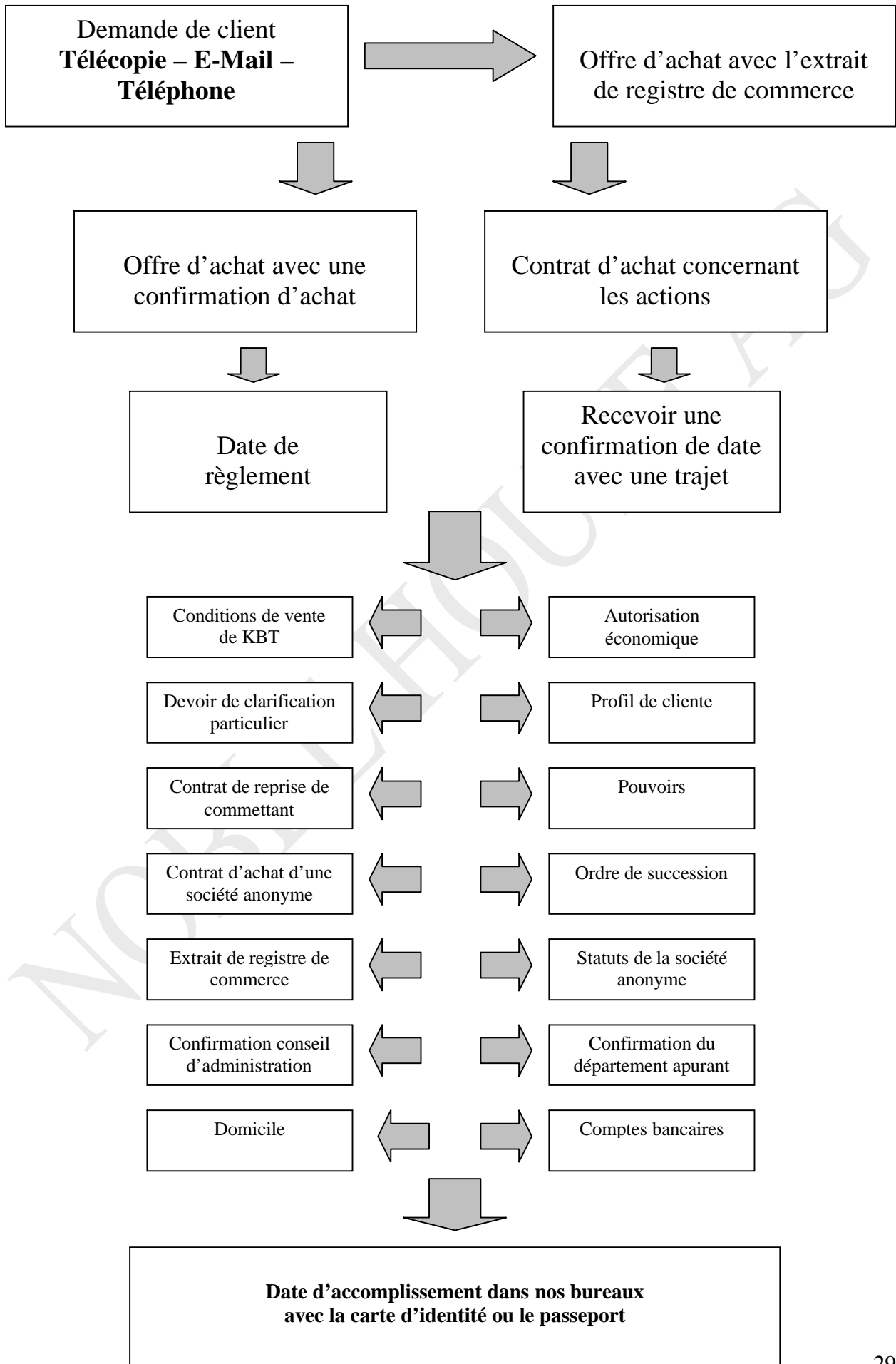
<http://www.sbb.ch> – Website de chemin de fer fédéral suisse pour des réservations de billet, horaires, etc.

<http://www.swiss.com> – Website de la Swiss International Air Lines

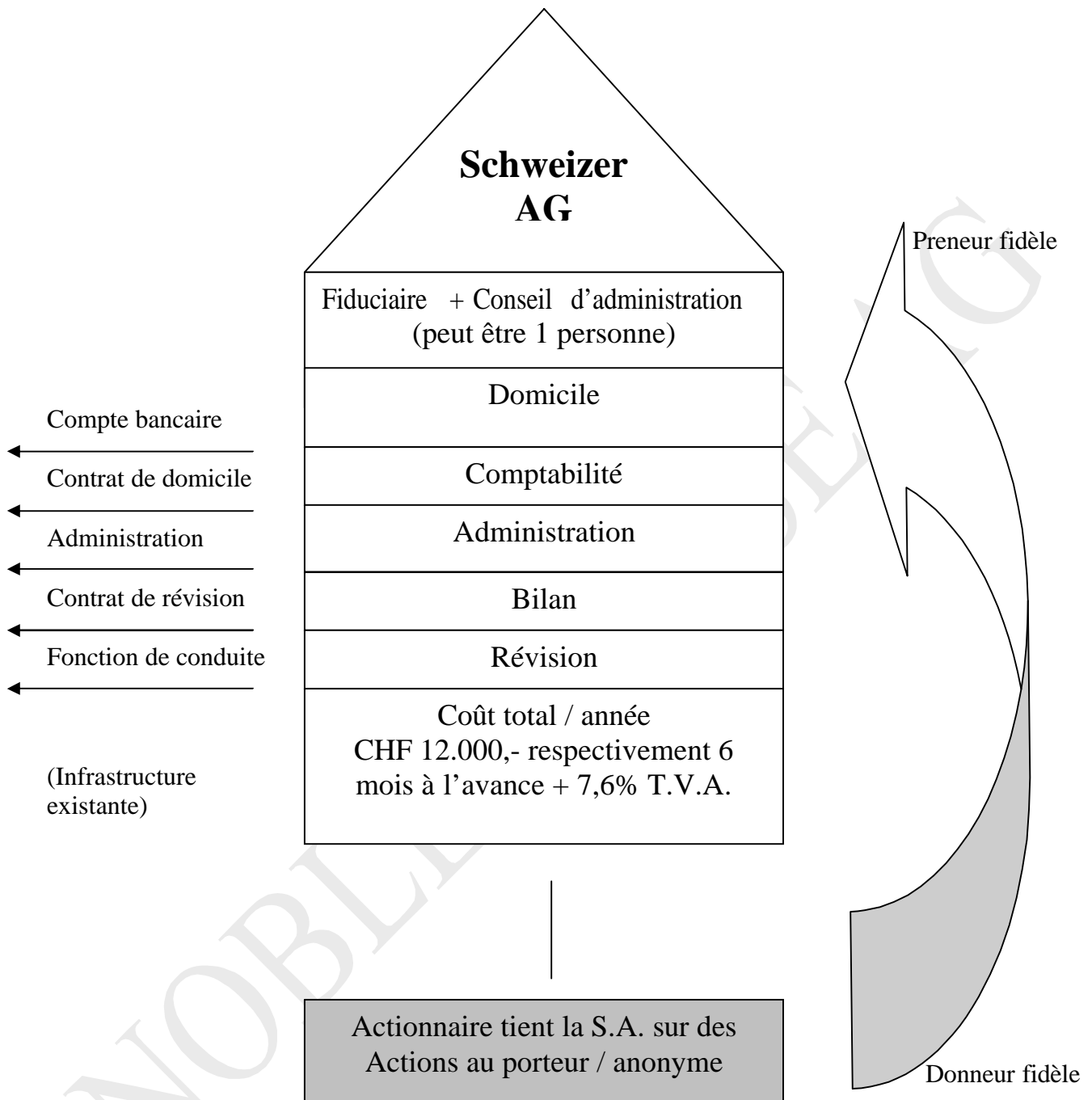
<http://www.swissbanking.org> – Informations sur le secret bancaire Suisse et beaucoup plus

<http://www.admin.ch> – Informations sur le droit fiscal suisse / loi de blanchiment d'argent, etc.

Expiration d'achat



Calcul de frais pour acquisition et administration dans le Full service



Frais fixes en plus du prix d'achat d'une S.A.:

- Forfait de règlement unique CHF 2'750,- + T.V.A.
- Insertion de compte unique CHF 2'000,-
- Frais d'administration (voir chart) CHF 12'000,- + T.V.A. / année

Nous réjouissons si nous vous puissions soumettre notre offre. Nous vous voudrions remarquer expressément que nous ne mettons pas de conseil juridique et fiscal.

Nous vous sommes disponibles volontiers pour une discussion non contraignant et individuelle

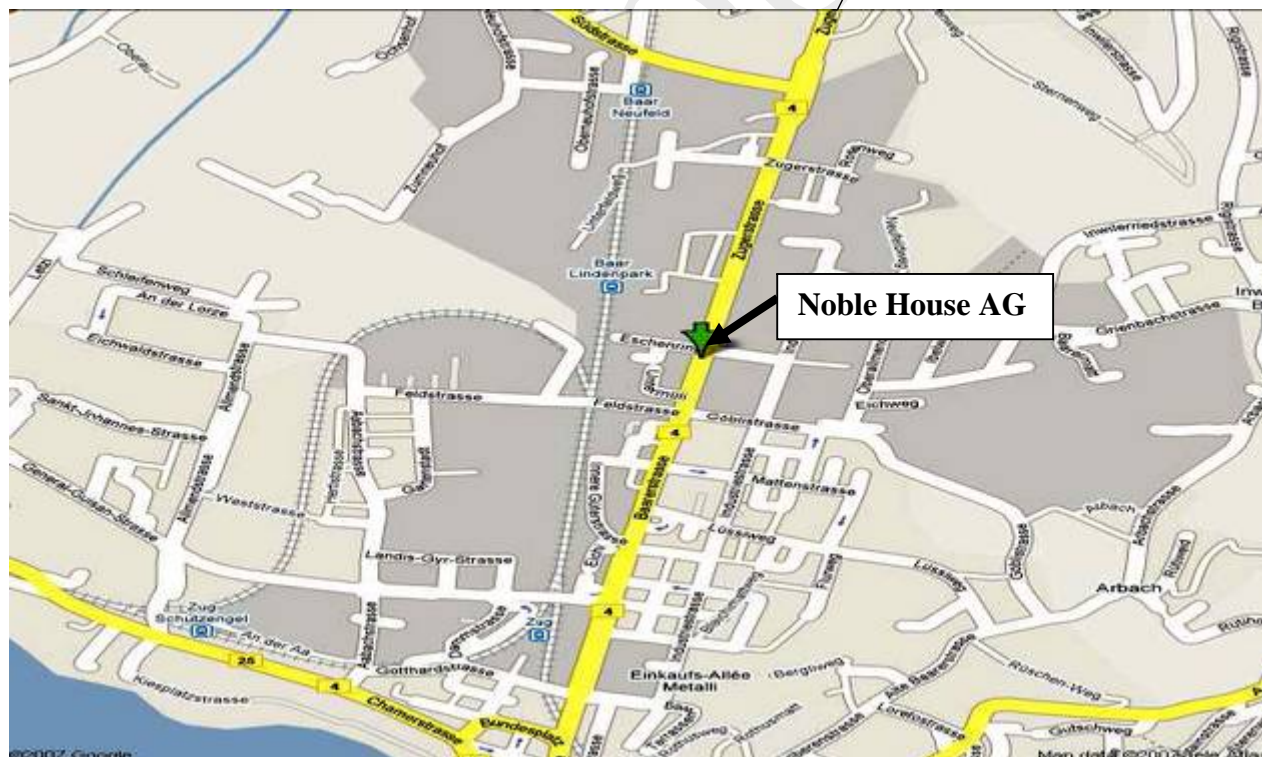
Avez-vous besoin d'une variante **allemande, anglaise, espagnole, italienne** ou **hollandaise** de la information "Doing Business in Switzerland" visant la recommandation à vos partenaires ou à des clients ? Veuillez demander.

NOBLE HOUSE

Aktiengesellschaft
CH-6302 Zug, Baarerstrasse 137
Telefon 0041 (0) 41 – 760 79 10
Telefax 0041 (0) 41 – 760 79 11
E-Mail: Info@Noble-House-AG.ch
www.noble-house-ag.ch

Hier finden Sie uns in Zug

Autobahn E41
Luzern <-> Zürich
Abfahrt Baar



Richtung Zuger See